



Le différend idéologique sur 'la question municipale' oppose principalement les guesdistes aux possibilistes (Brousse). Photos: Jules Guesde (g.) et Paul Brousse (d.)

Le socialisme des Beffrois: un socialisme devenu institution. Une approche historique de la fédération socialiste du Nord de la France

Rémi Lefebvre, moniteur de recherche en science politique au CRAPS, Université de Lille II

Octobre 1932: le beffroi de Lille dont la construction a été décidée par le maire socialiste Gustave Delory est inauguré par son successeur, Roger Salengro. Tout dans l'édifice est conçu pour faire sens. Sa monumentalité, symbole de la fierté ouvrière, est un défi manifeste adressé au pouvoir patronal. La tour qui s'élève à une hauteur de plus de 100 mètres vaut au bâtiment le surnom du "gratte-ciel de Flandre". On la distingue de très loin, jour et nuit, grâce au phare qui la couronne. Elle constitue à l'époque, dit-on alors, la tour de béton la plus haute du monde. Il n'est pas indifférent d'autre part que le nouveau siège du pouvoir communal ait été construit dans le quartier Saint-Sauveur. Ce quartier où est né Gustave Delory particulièrement pauvre, insalubre et à forte concentration ouvrière adhéra très tôt aux idées républicaines et progressistes. L'hôtel de ville, résultat d'une percée qui doit éventrer 'ce ghetto de misère', fait partie d'un plan d'urbanisme d'ensemble qui doit le métamorphoser. Son architecture oscille enfin entre tradition et modernité. Si elle se dégage à l'évidence de la tradition flamande, elle ne s'en affranchit pas complètement pour autant. Tourné vers la tradition, le style évoque les luttes pour les libertés communales, tourné vers l'avenir, il incarne aussi le progrès et la croyance en l'avenir et une société nouvelle. Quelques décennies plus tard, le beffroi de Lille est toujours le symbole du socialisme du Nord. "Cinquante ans après, le beffroi", écrit Pierre Mauroy en 1982 lors de son cinquantenaire, "porte toujours l'empreinte de l'héritage issu de la sueur et du sang des ouvriers"⁽¹⁾. Le 31 janvier 1999, il est au coeur des célébrations de l'an 2000 pour lesquelles il a été spécialement rénové. Quelques minutes avant son 'embrasement', Pierre Mauroy évoque dans la 'maison commune' le souvenir de Gustave Delory, Roger Salengro, Augustin Laurent, ses prédécesseurs dont il revendique une fois encore la filiation⁽²⁾. Les beffrois constituent beaucoup plus qu'un symbole pour le socialisme du Nord. Ce dernier doit en effet à son ancrage municipal ses traits les plus caractéristiques. C'est ce que nous voudrions ici démontrer.

Introduction

Nulle part ailleurs sans doute que dans le Nord ouvrier (ou le Pas de Calais proche) le municipalisme n'a autant compté dans l'implantation du socialisme. On connaît la vitalité et l'ancienneté de la tradition com-

munale dans le Nord (voir Guignet, 1990). Le département du Nord et la Flandre constituent des terres anciennes de revendications communales. Très imprégné par le socialisme flamand dont il a importé certaines recettes (le modèle coopératif notamment), le socialisme guesdiste, malgré

sa méfiance originelle pour le cadre municipal et les dérivés 'électorales' qu'il recèle, va très vite faire corps avec cette tradition multiséculaire. Les socialistes du Nord vont épouser l'échelon municipal très adapté à leurs réseaux (associatifs, syndicaux, coopératifs...). Dans l'entre-deux-guerres, l'ancrage municipal parvient à sa maturité: le socialisme s'arrime à ses citadelles ouvrières municipales, utilise à plein les ressources des municipalités et se personifie dans ses 'grands maires' (Gustave Delory puis Roger Salengro à Lille, Jean Lebas à Roubaix), bientôt ministres du Front populaire, qui comptent encore dans le légendaire socialiste local. Cette implantation municipale ne sera dès lors globalement plus remise en cause. En investissant les beffrois, le parti socialiste visait à faire des municipalités un outil politique au service de l'émancipation de la classe ouvrière et d'une cause politique dont l'horizon transcendait le seul cadre municipal, point d'appui plus qu'aboutissement. Lorsque Roubaix devient socialiste en 1912 (pour le demeurer sans discontinuité jusqu'en 1983), Jean Lebas trace la perspective socialiste dans laquelle s'inscrit l'exercice du pouvoir municipal: "*Occupés aux choses municipales, développant ce qui est, créant du nouveau dans l'intérêt bien compris des masses qui peinent et qui souffrent, nous ne cesserons cependant d'avoir les yeux fixés sur cette civilisation supérieure, vers laquelle nous conduit l'évolution de la société moderne et qui sera la véritable République, la République du travail affranchi*"⁽³⁾. Initialement, l'entreprise politique socialiste s'apparente en quelque sorte à une tentative de subversion d'un ordre institutionnel à des fins politiques. Il s'agit de s'appuyer sur les municipalités et les transformer sans que le socialisme ne s'y réduise. Si les socialistes ont à l'évidence

modifié la forme prise par l'institution et ses usages, ils en ont aussi intégré les normes, les routines d'action, les rôles, la culture. C'est au niveau municipal que les socialistes ont intériorisé les règles de la démocratie représentative ou qu'ils s'en sont accommodés. L'investissement massif des municipalités a ainsi profondément affecté les formes prises par le socialisme et déterminé ce qu'il est encore aujourd'hui. Autrement dit, tout se passe comme si les socialistes avaient voulu socialiser et utiliser l'institution municipale pour subvertir les règles du jeu politique et faire la politique 'autrement' mais qu'en retour c'était le socialisme lui-même qui s'était municipalisé pour devenir institution. C'est ce processus historique que l'on voudrait ici retracer et analyser. On tentera en ce sens de montrer que c'est à la prégnance du municipalisme que le socialisme dans le Nord doit ses principales caractéristiques: un socialisme pragmatique et faiblement doctrinaire tourné vers la conquête de positions municipales, un socialisme réalisateur, bâtisseur et protecteur de la classe ouvrière, fut-ce au risque du paternalisme, un socialisme incarnatif enfin personifié dans des 'grands maires'.

Un socialisme aux assises municipales fortes

Alors que le guesdisme - dont les socialistes du Nord n'ont jamais cessé de se présenter comme les continuateurs - n'accordait aucune valeur politique intrinsèque aux municipalités, le socialisme du Nord s'est peu à peu constitué et enraciné autour de ses mairies. Le débat doctrinal sur la nature du socialisme municipal est rapidement

tranché. L'objectif est dès l'entre-deux-guerres clair au niveau local: il s'agit de gagner et de conserver le plus grand nombre de municipalités et d'en tirer le meilleur profit politique même si ces conquêtes se font au prix d'une irrésistible municipalisation du socialisme qui s'accuse après la Deuxième Guerre mondiale. Sous la Quatrième République, le socialisme tend ainsi à se confondre avec les municipalités qu'il administre.

Le socialisme municipal comme objet doctrinal

Le cadre municipal (plus particulièrement celui des villes à concentration ouvrière) s'impose aux socialistes français à la fin du 19^{ème} siècle. Les villes deviennent un enjeu de première importance pour les socialistes à partir des années 1880. Les raisons en sont connues: création d'un urbanisme ségréatif, développement des villes et des besoins liés à l'industrialisation, stabilisation de la main d'oeuvre dans les villes et les usines, émergence d'institutions ouvrières (les coopératives notamment)... Le niveau municipal acquiert par ailleurs une importance de premier ordre. Le maire n'est plus nommé par le pouvoir central, la fonction se politise progressivement avec l'élection au suffrage universel et le rôle institutionnel de maire gagne en importance et en prestige (loi de 1884). Le maire est à la fois l'élu du peuple et l'agent de l'Etat (voir George, 1989, Vandebussche, 1994). Les mairies deviennent un lieu politique et symbolique décisif⁽⁴⁾. Beaucoup de décisions, d'avis, de réalisations en rapport avec les nouvelles activités industrielles (aide sociale, bienfaisance, travaux publics...) transitent par la filière municipale. Confrontés

souvent directement à un patronat local très puissant et organisé, qui traditionnellement détenait en mains propres le pouvoir municipal, prolongement de leur pouvoir social, ou le confiait à des hommes de confiance⁽⁵⁾, les guesdistes vont investir les mairies qui offrent de précieuses ressources et rétributions politiques et matérielles (voir Gaxie, 1977). La mairie devient un lieu de contre influence. On assiste donc à la naissance d'un enjeu politique nouveau, l'enjeu urbain que le mouvement socialiste, éclaté en chapelles et en tendances, va être amené à rattacher à sa doctrine d'ensemble.

Les débats sur la 'nature' du socialisme municipal, qui font l'objet d'une intense production doctrinale des années 1880 jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale, sont relativement bien connus (Martin, 1979, Dogliani, 1991, Prosche, 1991). C'est sur ce qu'il est convenu alors d'appeler 'la question municipale' qu'achoppent les principales divisions du socialisme français. Pour aller vite, le différend idéologique oppose principalement les guesdistes, très nettement majoritaires dans le Nord (Willard, 1965), aux possibilistes (Brousse) qui dirigent dans le département quelques municipalités comme Denain. Pour les premiers, "*il ne saurait y avoir de socialisme municipal*", la participation aux scrutins municipaux n'est conçue que comme un levier de mobilisation, un outil de propagande. Les services publics locaux, loin de porter atteinte au capitalisme, le fortifient. Leur mise en place altère la capacité révolutionnaire des ouvriers en rendant plus viable le système capitaliste sans pour autant le dépasser. Pour les seconds, qui vont contribuer à acclimater la notion de service public dans le

socialisme français et au-delà, le socialisme municipal est non seulement le laboratoire du socialisme mais son embryon⁽⁶⁾. C'est à la fois un terrain fertile d'expérimentation et la cellule essentielle de la société future. Le théoricien du possibilisme prône une vie économique décentralisée et la constitution de puissants services communaux à qui ils assignent le rôle d'"institutions-modèles". Au dogmatisme (il sera vite tempéré) des guesdistes pour qui la révolution doit venir de l'Etat, les possibilistes opposent un gradualisme pragmatique. Ce conflit doctrinal n'a sans doute pas été assez sociologisé. Les positions respectives dans le champ alors en constitution du socialisme des divers protagonistes de ce différend méritent d'être mis en relation avec leurs prises de position. Il est à noter dans cette perspective que la théorie broussiste des services publics est prioritairement utilisée dans les faits pour fonder en droit la pratique politique des possibilistes (Offerlé, 1979).

La constitution des bastions municipaux

Cette question doctrinale va dans les faits être très rapidement tranchée. Au niveau local, en dépit des dénégations affichées, le pragmatisme électoral est de règle dans le Nord dès la fin du 19^{ème} siècle. Le cadre municipal va très vite s'imposer et tout particulièrement aux guesdistes, réticents à l'origine. Au niveau local au moins, les socialistes du Nord ne sont pas taraudés par "*le remords du pouvoir*" (Bergounioux, Grunberg, 1992, voir aussi Moreau, 1998). Peu portée sur les spéculations doctrinales, la fédération du Nord n'a jamais été particulièrement impliquée dans les débats sur la question municipale, ailleurs pourtant très

discutée (Burlen, 1983). 1892 marque les premières victoires socialistes et notamment guesdistes. Roubaix devient "*la ville sainte des prolétaires de partout*" selon l'expression de Guesde. La conquête de ce symbole de l'exploitation ouvrière, qui incarne la ville du travail de manière presque tétalogique, où s'enchevêtrent usines et habitats ouvriers, ("*Manchester français*", "*ville champion*"...) revêt une dimension internationale: elle est présentée comme l'amorce d'un véritable processus révolutionnaire. Le parti ouvrier remporte à Lille les élections municipales de 1896: Gustave Delory devient "*le maire le plus rouge de France*". Les socialistes appliquent très scrupuleusement le programme guesdiste de Lyon qui prévoit un certain nombre de réformes immédiates compatibles avec l'existence d'une société capitaliste. Mais le pouvoir préfectoral oppose un droit de veto à toute création de services concurrentiels aux services privés existants. Le problème du socialisme municipal semble résolu dans la mesure où les socialistes reconnaissent que la gestion des affaires locales ne peut prétendre changer fondamentalement la société. Mais alors que les guesdistes ont initialement répudié le cadre municipal (le socialisme doit avoir pour préalable la conquête du pouvoir d'Etat), ils vont s'appuyer de plus en plus sur leurs municipalités sans pour autant intégrer cette donnée dans leur construction idéologique.

Après la conquête de Roubaix en 1892 et Lille en 1896 (la ville est perdue en 1904 et reconquise en 1919), les conquêtes municipales des socialistes ne cessent de se multiplier. Le nombre de municipalités et d'élus municipaux en témoignent⁽⁷⁾. Si en 1888 le parti ouvrier ne recensait que 7 élus

municipaux, il en dénombre 284 (dont 12 maires) en 1904. La progression enregistrée par la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO) est par la suite constante: 24 mairies et 626 élus en 1908, 40 maires, 71 adjoints, 794 conseillers en 1912. La fédération du Nord jouit déjà à cette date de la meilleure implantation municipale dans le parti (mesurée en nombre de communes conquises). Mais c'est surtout dans l'entre-deux-guerres que se constituent les fiefs socialistes et des implantations municipales qui ne seront par la suite parfois plus remises en cause. En 1919, le nombre de municipalités fait un bond spectaculaire: 107 mairies (2115 élus, 13 maires socialistes sur les 33 que compte l'agglomération lilloise, contre 9 en 1912) sont entre les mains de la SFIO dont les leaders ont fait montre d'une attitude souvent jugée 'héroïque' pendant la première guerre mondiale. Malgré la création du parti communiste qui n'attire au demeurant que peu d'élus, le nombre reste stable dans les années 20 et 30: 101 municipalités en 1925, 105 municipalités en 1929, 90 maires, 197 adjoints, 1666 conseillers municipaux, 1953 élus donc). Les villes les plus importantes du département sont sous domination socialiste: Lille, Roubaix, Hazebrouck, Dunkerque, Douai, Cambrai, Maubeuge. Seules, Valenciennes, Avesnes ou Tourcoing échappent à la SFIO. A l'issue des dernières élections municipales de l'entre-deux-guerres, en 1935, 104 municipalités sont socialistes même si la SFIO perd 15 municipalités dont 11 au profit du parti communiste. Cette implantation est le résultat d'une intense mobilisation électorale mais aussi d'une stratégie d'alliance pragmatique. Il n'est pas rare que les socialistes fassent alliance avec les radicaux⁽⁸⁾. A titre d'exemple, aux élections de

1929, 178 sections présentent une liste socialiste homogène, 18 entrent dans une coalition électorale suite à l'autorisation donnée par la commission administrative fédérale (15 ententes avec les radicaux, 2 avec les communistes, une avec les deux). Une fois conquises, les socialistes s'emploient à conserver les mairies et à en faire des fiefs. Jean Lebas écrit ainsi dans *La Bataille*, le 26 mai 1929: "*Le difficile n'est pas de conquérir les municipalités mais de les conserver. Dans notre département, le parti socialiste possède plus de cent mairies, grandes, moyennes, petites. Ses élus doivent s'attacher par leur travail à l'y maintenir pour toujours*". C'est donc dans l'entre-deux-guerres que les municipalités socialistes deviennent un élément déterminant dans la structuration du socialisme nordiste. Les municipalités deviennent un point d'ancrage essentiel de l'électorat SFIO comme le démontrent les études de sociologie électorale (Goguel, 1970). Dans certains bastions ouvriers comme à Roubaix, de véritables contre-sociétés socialistes se mettent en place. La mairie, la section, le syndicat, la coopérative, fortement connectés, en constituent les éléments du dispositif⁽⁹⁾ et pérennisent l'hégémonie locale.

La municipalisation du socialisme

Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, l'implantation municipale est presque intacte. Certes 78 mairies, socialistes en 1935, sont conquises par le parti communiste lors des élections d'avril-mai 1945 dont certaines villes importantes (Valenciennes, Saint-Amand, Anzin, Denain, Hellemmes, Lomme, Fourmies). Mais en 1946, le niveau de l'avant-guerre est retrouvé (1076 élus dont 105 maires). A l'issue des municipalités d'octobre 1947, on enregistre même une très forte progression puisque 2285 élus



Photo de la première municipalité socialiste à Roubaix

municipaux dont 166 maires et adjoints sont dénombrés. Le chiffre se maintient ou alors diminue peu sous la Quatrième République grâce aux alliances de Troisième Force conclues avec le Mouvement des Républicains Populaires (MRP). En 1971, le parti socialiste dirige 114 des 664 municipalités du département et compte dans ses rangs 1500 élus municipaux (sur 10.000 dans le Nord)⁽¹⁰⁾. Mais si l'audience électorale progresse, l'institution municipale tend à absorber le socialisme partisan. Dans les bastions socialistes, la mairie occupe au fil des décennies une place croissante dans le dispositif socialiste local. Ce processus aboutit à une véritable municipalisation du socialisme qui se manifeste avec une force particulière à Roubaix ou à Lille, fiefs historiques. A Roubaix⁽¹¹⁾, la mairie devient plus que la section en déclin⁽¹²⁾, le centre nerveux de toutes les activités politiques et sociales. Le maire, Victor Provo, premier secrétaire de la section dirige les 22 groupes de quartier socialistes de son bureau avec le secrétaire administratif de la section⁽¹³⁾. La municipalité reprend en charge les réseaux déclinants de la sociabilité par-partisane⁽¹⁴⁾. Dans les années 50, un cinquième des militants socialistes sont employés municipaux. La Troisième Force est bien plus qu'une simple alliance électorale: elle consacre la convergence des deux systèmes concurrents d'assistance, catholique et laïque qu'incarne l'attitude politique très modérée du maire, garant de la concorde locale. A Lille, le socialisme tend de la même façon à se réduire localement à son expression institutionnelle: la mairie, conservée grâce à l'alliance avec le centre-droit⁽¹⁵⁾.

Un socialisme bâtisseur et protecteur de la population ouvrière

Si le socialisme est parvenu à constituer une très forte implantation municipale, c'est qu'il a réussi à travers ses mairies à encadrer socialement et à fidéliser électoralement une partie importante de la population ouvrière. Hormis dans certains lieux et à des périodes circonscrites (Roubaix dans l'entre-deux-guerres par exemple), le socialisme du Nord ne s'est pas orienté vers l'action directe contre le capital "*mais vers l'assistance des couches ouvrières que l'on a pu considérer comme "une gestion de malheur"*" (Simon, 1959). Les municipalités ont constitué ce faisant une des matrices principales d'adhésion au socialisme (Molinari, 1987). Dans le Nord, le socialisme est moins le produit d'une adhésion à une idéologie, entendue comme une vision du monde structurée, que le résultat de matrices communautaires, créant des liens immédiats et pratiques (Olivier, 1992). Il tire sa force, pour une large part, de sa capacité à épouser et à développer les formes locales de sociabilité, et cela en partie grâce à ses municipalités.

La prise en charge des besoins de la classe ouvrière

Le cadre communal est conçu comme un des lieux de l'émancipation ouvrière à plusieurs titres. D'abord parce que les socialistes utilisent à plein les ressources politiques offertes par la mairie à des fins politiques. Ils se trouvent à la tête d'énormes machines administratives qui mettent à leur disposition un certain nombre de ressources matérielles⁽¹⁶⁾. Les municipalités, alors que l'accès aux postes administratifs locaux est faiblement réglementé (Dumons, Pollet, 1997, 1998) deviennent des bureaux de

placement pour les leaders syndicaux licenciés pour activisme ouvrier. Les bureaux de bienfaisance fonctionnent comme des bureaux de résistance lors des grèves⁽¹⁷⁾. Ensuite parce que les municipalités doivent concourir à la *“régénération morale et physique”* et à l’élévation intellectuelle de la classe ouvrière et préparer ce faisant son affranchissement et l’avènement du socialisme. Les politiques sociales mises en oeuvre visent ainsi une prise en charge aussi large que possible des besoins de la classe ouvrière, embrassant tous les aspects de la vie quotidienne. Les tentatives des premières municipalités socialistes vont se heurter, on l’a vu, aux vetos préfectoraux et à l’hostilité des pouvoirs publics. Le projet d’une pharmacie municipale échoue ainsi à Roubaix où les crédits sociaux atteignent néanmoins 25% du budget en 1900. Mais à partir de 1919, les élus socialistes développent de manière systématique des politiques sociales qui vont conduire à la mise en place de véritables systèmes locaux officiels de prestations généralisées. Les socialistes se donnent pour objectif de *“protéger l’enfance ouvrière, d’assister la mère”* et *“d’aider les travailleurs, dans la mesure où le permettent la loi municipale et la légalité bourgeoise, dans leur lutte pour l’amélioration de leur sort et leur émancipation”*⁽¹⁸⁾. La population ouvrière est encadrée, protégée, prise en charge par toute une série d’oeuvres sociales et de structures. Les brochures qui présentent l’action municipale ou les comptes-rendus de mandats témoignent de l’ambition prométhéenne que se donne la commune socialiste: la création d’un homme nouveau, affranchi du joug capitaliste qui l’aliène. Il faudrait détailler la diversité des politiques municipales et le faisceau des oeuvres, très imprégnées de l’hygiénisme alors dominant, que les socialistes mettent

dans l’entre-deux-guerres. Les politiques de l’enfance et le développement des écoles doivent préparer les nouvelles générations porteuses d’une société alternative. Les colonies de vacances⁽¹⁹⁾ et les écoles de plein air doivent élargir l’horizon des enfants et les soustraire à l’air vicié des îlots insalubres et à l’atmosphère délétère des fumées d’usines. Les crèches et les cantines qui distribuent chaque jour une alimentation *“équilibrée et fortifiante”* comptent parmi les oeuvres les plus symboliques du socialisme municipal et permettent la prise en main d’enfants dont les parents travaillent à l’usine. En 1929, à Roubaix, 1881 repas sont servis par jour aux enfants (3482 le seront en 1934). Le sport ‘travailliste’ est promu comme une activité saine pour la jeunesse. Les politiques de bienfaisance (fourneaux économiques, assistance médicale, distribution de vêtements...), l’indemnisation du chômage (les premiers fonds sont créés dès les années 20, en 1927 à Lille, voir Miquet, 1978) ou les mesures sanitaires ou de prévention (piscine, bains douches, dispensaire antituberculeux, service de vaccination gratuite en 1930 à Lille...) soulagent la misère et protègent la santé des ouvriers. Chaque commune importante se dote de son médecin hygiéniste parfois intégré à l’équipe municipale comme à Roubaix (le docteur Dupré). Les socialistes jettent en somme les bases d’une véritable *“commune-providence”*. En l’absence d’une protection nationale organisée sur des bases nationales, les villes ouvrières du Nord apparaissent ainsi au sein de la SFIO comme *“les cités radieuses du socialisme”*, annonciatrices de temps nouveaux, qui méritent tous les éloges et que les élus socialistes de toute la France viennent visiter⁽²⁰⁾. Elles constituent un modèle à suivre dans un parti en quête de caution ouvrière

(Sadoun, 1988). Les municipalités du Nord s'inscrivent à la fois dans le présent, qui est le temps de l'amélioration progressive et toujours inachevée de la condition ouvrière, et l'avenir, la révolution sociale à venir dont elles préfigurent l'avènement. Après 1945, l'oeuvre est poursuivie et les politiques sociales vont être modernisées et étendues. En dépit de la généralisation de la protection sociale, l'action des municipalités garde une très forte tonalité 'sociale'. Sous les mandats d'Augustin Laurent (1955-1973), de grands services sociaux sont créés, les écoles maternelles sont développées et des centres de consultations pour nourrissons et des foyers de jeunes et de personnes âgées voient le jour. Les réalisations sociales sont présentées comme relevant de *"la propagande en acte"* même si la réalisation du Socialisme est sans cesse repoussée.

Le logement, l'urbanisme

Le logement et l'urbanisme constituent le deuxième domaine d'action principal des municipalités socialistes. La politique municipale socialiste s'est traduite très tôt par une volonté d'imprimer une marque à la fois matérielle et symbolique sur l'espace, les lieux, les bâtiments, le nom des rues... La crise du logement et les effets de la Première Guerre mondiale contraignent un grand nombre de communes à s'impliquer dans le logement et la reconstruction. Sur 34.200 maisons, près de la moitié à Lille sont endommagées (11.000) ou détruites (1108) suite à la guerre 1914-1918. Les mesures prises s'orientent vers les populations ouvrières, et comme les politiques sociales, précédemment évoquées, visent à améliorer leurs conditions d'existence. Roger Salengro fait construire 1400 logements HBM (habitations bon marché) entre 1925

et 1929. Le maire poursuit la politique d'assainissement, de canalisation des eaux potables, de tout à l'égout entreprise par son prédécesseur. Celle-ci doit libérer la ville de tous ses cloaques, traduction du développement anarchique et spéculatif de l'industrie. Si l'insalubrité n'est pas totalement résorbée, la ville change de visage. Le démantèlement des fortifications qui offre de nombreuses opportunités d'aménagement urbain permet le remodelage partiel des quartiers périphériques. Outre la rénovation du quartier Saint-Sauveur évoquée en préambule à laquelle Augustin Laurent apportera l'ultime contribution, la municipalité socialiste peut s'enorgueillir d'un certain nombre de réalisations de prestige: l'hôtel de ville, on l'a vu, mais aussi la Foire commerciale (1933) et la cité hospitalière dont le projet est adopté en 1933 et la construction achevée en 1956. L'action urbanistique se poursuit après la guerre. Une intense politique d'équipements collectifs (socioculturels, sportifs...) est mise en oeuvre dans un contexte financier plus favorable. Le socialisme municipal devient un socialisme de *"réalisations"* municipales accompli dans un souci d'intérêt général. Lors de la campagne des élections municipales, la section lilloise en avril 1953 *"s'honore d'avoir toujours été par excellence le parti des hommes d'action et des réalisateurs"*. Le programme socialiste en 1965 tient en une série de réalisations, une kyrielle d'équipements: *"une maison de la culture et des arts populaires, une nouvelle bourse du travail, un palais des congrès, un centre national de sécurité, un nouveau conservatoire, une gare, deux piscines, une maison du tourisme, une ou plusieurs usines de traitement de résidus ménagers et urbains"*. Très significativement, le socialisme municipal ne tend plus à s'adosser à un projet mais se concrétise avant tout

BIBLIOTHÈQUE DE PROPAGANDE SOCIALISTE

LE SOCIALISME A LA COMMUNE

ROUBAIX

TROIS ANNÉES
d'Administration Ouvrière

Une victoire inattendue. — Les indemnités. — Les
cautèles scolaires. — Les distributions de vête-
ments. — Les octrois. — Le favoritisme. — Les
ennemis des pauvres. — Autres réformes. —
Le veto de préfet. — Le gaspillage des finances.
— Conclusions. — Pour les pauvres. — Pro-
gramme communal.

PAR

Auguste DEWINNE

PRIX : 5 CENTIMES

*Brochure d'Auguste Dewinne dans laquelle il infirme les
attaques contre la municipalité socialiste de Roubaix*

dans un certain nombre d'actions et d'équipements qui en constituent des marques tangibles.

Un paternalisme inversé

L'enjeu de la mise en place des systèmes de prestations, des oeuvres sociales et de la politique du logement est d'arracher la famille ouvrière à l'emprise des patrons qui s'exerce traditionnellement à travers un dense réseau d'associations, de sociétés de secours et de structures diverses qui visent à fixer la main d'oeuvre. On assiste ainsi pendant l'entre-deux-guerres à la lutte entre deux systèmes de sociabilités majeurs, deux dispositifs d'encadrement social concurrentiels, l'un laïque, l'autre catholique, qui déterminent une très forte remise de soi à l' élu ou au patron⁽²¹⁾. Un contrôle social très serré de la population découle de ces dispositifs. A la politique d'assistance et au patronage patronaux les socialistes ont progressivement substitué un clientélisme et un paternalisme ouvriers. Le socialisme local se traduit donc par la constitution de nouvelles relations de dépendance sociale. Les politiques de bienfaisance et de logement ont permis aux socialistes de s'attacher une partie de la population ouvrière et de fidéliser une clientèle électorale qui assure les conditions de leur réélection et de la pérennisation de leur pouvoir (Lojkine, 1980 et 1982). La politique du logement constitue un puissant levier de mobilisation électorale et de gestion clientéliste. Albert Denvers à Gravelines a ainsi construit un fief inexpugnable sur l'exploitation systématique des offices HLM dont il est le responsable local. On a pu estimer qu'il a attribué plusieurs milliers de logement au cours de sa carrière politique (Spicht, 1993). Une des caractéristiques des ouvriers de

l'industrie textile qui constituent un des principaux soutiens électoraux des guesdistes dans la métropole lilloise est leur fragilité et leur pauvreté. Faiblement rémunérés, très dépendants des aléas d'une conjoncture économique très cyclique, ils sont très dépendants des dispositifs sociaux mises en place dont ils tirent un relatif bien-être⁽²²⁾. Que les édiles se défendent de ce paternalisme en constitue d'ailleurs une quasi-démonstration: *"Quelle administration municipale peut se montrer aussi capable qu'une municipalité socialiste d'aider efficacement, en tout désintéressement et en tout dévouement, les défavorisés de l'existence, les nécessiteux, tout spécialement les vieillards aux modiques ressources, sur qui le poids des difficultés matérielles se fait sentir le plus lourdement. De la part des socialistes, pas d'arrière-pensées paternalistes, pas de propagande insidieuse, pas de souci de constituer une clientèle. Pour nous, celui qui est dans le besoin mérite autre chose qu'une charité condescendante, il n'est pas un inférieur, il reste l'égal de tous les autres humains, il a droit à leur solidarité et par conséquent à l'appui de la collectivité"*⁽²³⁾.

Il est de plus tout à fait significatif que les maires socialistes tendent à reproduire les styles d'autorité patronaux. Le rôle du maire comme ce fut celui du patron c'est de prendre en charge les problèmes des gens simples et modestes, d'extraction ouvrière, d'être en permanence à leur contact et de leur offrir une écoute bienveillante. Au patron évergète *"au milieu de ses ouvriers"* fait écho le maire bienfaiteur immergé dans la sociabilité ouvrière. Il faut ici se référer aux analyses pénétrantes de François Ewald sur le paternalisme qui constitue, nous semble-t-il, dans une ville comme Roubaix ou Lille, dans une moindre mesure, une matrice des relations interpersonnelles: *"Le régime du*

patronage définit un mode de gouvernement des hommes qui ne doit jamais prendre la forme d'une administration impersonnelle et bureaucratique. Au contraire, il passe par le contact direct entre le patron et ses ouvriers. Les pratiques du patronage passent par l'aménagement d'une proximité physique et morale entre le patron et ses ouvriers, qui est la condition de leur rapprochement, de leur compréhension mutuelle et donc de leur entente. Individualisation, personnalisation, proximité sont autant de conditions nécessaires pour que les mesures de patronage, qui sont toutes de l'ordre du 'sacrifice', de la 'gratification' ou de la 'libéralité', apparaissent aux yeux de ceux qui devront en bénéficier non pas comme des mesures administratives mais comme autant de preuves de l'attention et de l'intérêt toujours spécifiques que porte le patron au bien-être physique et moral de chacun de ses ouvriers. C'est la condition pour que s'établissent ces liens paternels, familiaux, qui doivent unir le patron et ses ouvriers" (Ewald, 1996, p. 90-91). C'est sur cette figure que représente l'élus socialiste que nous voudrions désormais nous pencher.

Un socialisme personnifié par ses 'grands maires'

Il est régulièrement fait état dans les discours politiques ou parfois scientifiques du 'charisme' des élus nordistes, de leur 'forte personnalité', de leur capacité à incarner le socialisme, à lui donner corps. On lit ainsi dans une étude: "*La fédération du Nord, très marquée par son caractère ouvrieriste, a fécondé de nombreux grands de la politique, des grands pour lesquels les socialistes n'ont jamais masqué une admiration et un dévouement sans limites: Jules Guesde, Gustave Delory ouvrirent la voie. Roger Salengro à partir des années 1925 fut leur digne continuateur*" (Roman, Sabbre, 1977, p. 205). Plus tard, Augustin Laurent, Victor Provo ou

Pierre Mauroy seront qualifiés également de 'grands maires' voire de 'grands hommes'. Le maire est souvent présenté comme un guide, un père, le tuteur de la cité, l'âme de la ville, ou même comme un demiurge. On parle de Jean Lebas comme du "*pilote au milieu des périls*", on vante "*l'autorité morale*" et le charisme fait de "*bienveillance paternelle*" de Victor Provo. L'assomption du sujet qui marque les représentations des maires est au total frappante et appelle l'analyse.

L'explication par le 'charisme' n'est pas sans poser de redoutables problèmes analytiques. Elle désigne plus le phénomène qu'elle ne l'explique. Ce dont il faut rendre compte c'est ce que Michel Dobry a appelé "*l'attestation charismatique*" (Dobry, 1986). Le propre d'un pouvoir charismatique selon Max Weber, on le sait, est de reposer certes sur la qualité d'un individu mais surtout sur la croyance du peuple en ce charisme et sur l'instauration de relations directes et émotionnelles entre le chef et le peuple. L'imputation de qualités charismatiques à un individu peut tenir au fait qu'il peut apparaître lié aux aspects les plus centraux de l'univers dans lequel évoluent les agents sociaux. Il faut par conséquent tenter d'expliquer quels mécanismes assurent cette croyance dans le charisme en partant de la croyance intéressée de tous ceux qui ont besoin de l'entretenir pour assumer leur rôle de porte-parole et mettre à jour les configurations sociales qui rendent plausibles et disponibles des rôles charismatiques (voir Dulong, 1997, Gaïti, 1998). Au lieu de s'en tenir à l'explication charismatique, peu satisfaisante, on tentera ici de mettre à jour les trois registres de légitimité sur lesquels les maires socialistes se sont historiquement

appuyés et qui peuvent contribuer à rendre compte de leur prééminence institutionnelle.

Des maires gestionnaires

L'étude des municipalités socialistes offre un terrain fécond d'analyse pour la science politique: l'accession aux responsabilités politiques des représentants d'un groupe social (en l'occurrence la classe ouvrière) initialement dépourvus des ressources politiques dominantes dans le champ politique, qui va peu à peu intérioriser, faute de pouvoir vraiment les infléchir, les règles du jeu de la démocratie représentative. La compétence (administrative, financière...) constitue une de ces règles. La prétention des socialistes à diriger les municipalités n'était initialement fondée que par la référence à un projet partisan de remise en cause de l'ordre social. Ils opposaient alors aux élites notabilliaires une conception politique de l'action municipale (Garrigou, 1992) démontrant par là même que la lutte politique est de manière permanente une lutte sur les formes de l'activité politique. Alors que l'ancrage ouvrier et l'affiliation partisane constituaient leurs seules ressources initiales, les élus socialistes vont progressivement mettre en avant de plus en plus leurs compétences et en faire le principal axe de leur argumentaire électoral. Les édiles socialistes font en cela la démonstration de leur capacité à gérer les villes et ainsi surmontent la disqualification sociale dont ils ont fait l'objet, notamment de la part du personnel politique notabilliaire avec lequel ils étaient en concurrence. Mais ce faisant ils entérinent aussi les règles du jeu politique qu'ils visaient à subvertir.

L'exemple de Roubaix et de Lille éclaire le

processus à l'oeuvre. Lorsque ces villes importantes - plus de 100.000 habitants - sont conquises, les socialistes n'ont d'expérience que la gestion des coopératives ouvrières et n'ont de ressources que leur représentativité ouvrière déclarée. Ce sont pour la plupart, des militants ouvriers, devenus cabaretiers suite à leur licenciement pour activisme syndical et politique, qui accèdent aux fonctions municipales⁽²⁴⁾. Les trois quarts du conseil municipal de Roubaix, surnommé "*le conseil des buveurs de bière*", sont constitués de cafetiers. L'existence difficile des premiers militants dans les années 1880 et leur manque d'instruction sont bien décrits par Gustave Delory (1921, page 39): "*Etre repoussé par les siens, par ses propres parents et amis, se voir refuser les locaux, salles, cabarets pour la propagande socialiste, être dénoncé par la police à son patron, subir tous les affronts et toutes les injures, être rejeté par le mépris des imbéciles et l'insulte des grossiers personnages, c'était toute la vie pénible qui était faite aux rares militants [...]. Tous les militants qui osaient se risquer à l'aventure d'une propagande qui ne rapportait que les pires misères morales et matérielles étaient des hommes qui savaient lire, écrire, compter tout au plus, nantis d'une instruction très primaire*". C'est sur le registre de l'incompétence que les socialistes vont être disqualifiés par la bourgeoisie locale. A Roubaix, un journal est tout spécialement créé pour tourner en dérision des socialistes jugés incapables de gérer la ville, '*idéologues fantaisistes*' et '*corrompus*'. La méconnaissance des rouages de l'administration et des règlements juridiques va conduire les socialistes roubaisiens à garder le personnel municipal en place et notamment le secrétaire général, pourtant ouvertement hostile aux '*collectivistes*' et proche du patronat. Le premier budget socialiste est censuré par le préfet du Nord, Vel-Durand (Pollez, 1986).

Les guesdistes perdent la mairie de Roubaix en 1901⁽²⁵⁾. Leur incompétence n'est pas uniquement en cause. La conjoncture économique dépréciée des années 1890, qui obère les ressources fiscales, et le travail de sappe du patronat local et du préfet ont joué un rôle important. Les socialistes vont méditer ces échecs⁽²⁶⁾. Prenant la tête de l'opposition socialiste, Jean Lebas, avec l'esprit de méthode qui le caractérise, va systématiquement accréditer les compétences gestionnaires des socialistes. Il endosse, au conseil municipal, le rôle d'opposant systématique mais 'responsable' à la politique municipale du 'maire-patron', Eugène Motte qui succède à Henri Carrette. L'intense mobilisation des socialistes va porter ses fruits: la mairie est reconquise en 1912⁽²⁷⁾. "*La destinée de la classe ouvrière n'est pas d'être éternellement exploitée par le capitalisme. Elle le prouve en s'élevant par son intelligence et par sa force organisée et en devenant mûre pour l'administration des affaires publiques*". Ces propos de Jean Lebas, tenus le 19 mai 1912 lors de son élection à la tête du conseil municipal, sont éloquentes: ce qui est en jeu au niveau municipal c'est la capacité des socialistes à présider à la destinée de la classe et à la gestion des affaires publiques, laquelle suppose une conquête sur soi de la classe ouvrière, fruit d'une maturation. L'expérience de la stigmatisation nous semble fondatrice chez les socialistes du Nord⁽²⁸⁾ et permet d'expliquer la très forte insistance avec laquelle ils vont mettre en avant leur capacité 'gestionnaire' et retourner ainsi le stigmate. L'hypercorrection, l'ascétisme, le rigorisme que cultive Lebas⁽²⁹⁾, qui fait contraste avec le caractère fantasque de Carrette, prennent sens si l'on considère l'illégitimité du personnel socialiste au début du siècle (Offerlé, 1985). Comptable de for-

mation, Lebas incarne le gestionnaire modèle, soucieux des deniers publics. Dans l'entre-deux-guerres, le souci de la rigueur budgétaire est un référent de l'action municipale socialiste. Lebas parvient à maintenir en équilibre son budget sans trop recourir aux centimes additionnels. Si Salengro à Lille doit se résigner à recourir à l'emprunt, c'est que cette formule est plus équitable lorsqu'il s'agit de réalisations qui profitent à plusieurs générations. La règle de la 'saine' gestion, 'en bon père de famille' s'impose donc aux socialistes. Dans leur profession de foi, les édiles socialistes excipent de plus en plus de leurs compétences gestionnaires, font de plus en plus valoir leur rigueur pour briguer les suffrages des électeurs. Ce registre de légitimité était complètement absent de leur rhétorique électorale dans les années 1890.

Le processus s'accroît après 1945, les élus socialistes se définissant *avant tout* comme des 'administrateurs' avisés et prudents⁽³⁰⁾, garants de l'intérêt général. Cet extrait de la profession de foi de 1955 des socialistes lillois en porte témoignage: "*Nous répudions les politiques qui visent à favoriser des intérêts particuliers quels qu'ils soient. Nous voulons administrer en prenant comme règle fondamentale l'intérêt général de la Cité sans jamais perdre de vue les besoins et les droits de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre*", tout comme ce bilan de l'action municipale en 1965: "*L'intérêt bien compris de la ville et de sa population exige que soit assurée la continuité d'une gestion municipale, dont le bilan positif que nous avons présenté, suffirait à garantir la valeur de l'engagement que nous prenons de poursuivre inlassablement l'oeuvre entreprise*".

Des maires proches de la population locale

Le deuxième registre de légitimité est la proximité, physique et sociale, des maires avec les populations locales et plus particulièrement la population ouvrière. La prééminence du maire est fondée sur la place qu'il occupe sur la scène locale et les relations interpersonnelles qu'il entretient avec la population. Cette légitimité dite de 'terrain' est certes commune à l'ensemble des maires en France. Mais elle nous semble d'autant plus forte dans le Nord que la sociabilité (associative notamment) qui maille les territoires locaux est vivace. Le fait historique marquant est sans doute ici la centralité symbolique forte que le maire acquiert pendant l'entre-deux-guerres dans la contre-société socialiste et qu'il va par la suite conserver voire accentuer. Cette place centrale du maire est inséparable de tout un ensemble de manifestations collectives, partisans⁽³¹⁾ ou non, de rituels locaux voire de liturgies où le maire est en représentation permanente et grâce auxquels il donne corps au groupe dont il peut dès lors s'autoriser pour justifier son ministère. Le maire devient dès lors l'ordonnateur de la vie locale, celui autour duquel elle s'organise. Le prestige dont jouissent les maires socialistes est aussi inséparable d'une manière propre d'être 'un bon maire' et d'une certaine façon d'exercer le métier politique constitutif d'un rôle⁽³²⁾. La définition du rôle de maire dans le Nord⁽³³⁾ s'est parfaitement ajustée aux habitus ouvriers⁽³⁴⁾.

On pourrait, pour expliciter cette façon d'exercer le métier politique, multiplier les témoignages sur Albert Denvers à Gravelines (Spicht, 1993), sur Arthur Notebart à Lomme (Bourgeois, Desbisschop, 1989), ou Victor Provo à Roubaix. Dans ces différen-

tes configurations locales, c'est la même définition du rôle de maire qui se fait jour: un maire au verbe chaleureux, à la jovialité communicative, à l'accolade fraternelle, au service de la population ouvrière, en prise avec ses préoccupations, son langage, sa sociabilité... Les qualités attachées au rôle de maire telles qu'elles affleurent dans les hommages, les commémorations officielles (voir sur ce point Dulong, 1994), les biographies qui véhiculent "*une implicite sociodécée*" (Pudal, 1989, p. 15) sont les suivantes: simplicité, chaleur, dévouement⁽³⁵⁾, clarté des propos, refus du bavardage et des arguties théoriques⁽³⁶⁾, sens du concret,... Pierre Mauroy rend hommage en ces termes à Victor Provo: "*D'une simplicité vraie, qui était celle de ses origines ouvrières, créateur en matière sociale, bâtisseur, il n'est pas exagéré de dire qu'il a su créer une forme d'humanisme au quotidien, qui était compris de tous et qui reste un modèle du genre*"⁽³⁷⁾. Lors des obsèques de Victor Provo, ce sont avant tout les qualités humaines, la simplicité et la bonté de l'ancien maire qui sont soulignés par les intervenants⁽³⁸⁾: "*Il avait l'esprit clair, un immense bon sens et l'art de simplifier les problèmes pour aller droit à l'essentiel. A ses yeux, les administrés n'étaient pas des dossiers mais des hommes et des femmes qui avaient besoin d'être écoutés, compris et aimés*". On loue "*sa franchise désarmante*", "*sa haute intelligence: celle du coeur*", "*sa constante délicatesse d'attention par le geste qu'il fallait au moment voulu*". Il était "*aussi égal à lui-même devant le plus humble comme devant les plus illustres qu'il était appelé à recevoir*".

Des maires de plus en plus affranchis de la tutelle partisane

L'omniprésence des élus dans l'espace local et la légitimité gestionnaire acquise expliquent pour partie la faible emprise exercée par le parti sur ses élus. La conception



*Dans l'entre-deux-guerres, le socialisme du Nord se personnifie dans ses 'grands maires' comme Roger Salengro à Lille et Jean Lebas à Roubaix.
Photo: réunion commémorative pour Roger Salengro, décédé en 1936*

socialiste de la représentation politique fait de l' élu un simple mandataire, "un simple rouage dans la chaîne de la représentation de classe" (Rosanvallon, 1998, page 202). Elle récuse donc principalement la personnalisation du pouvoir, la logique de l'incarnation. L' élu doit s'effacer devant le collectif partisan qui l'investit. Les mandats appartiennent en principe au parti dont les élus ne sont que des délégués. Diverses technologies politiques qui institutionnalisent une forme de défiance vis à vis des élus (comme les comptes-rendus de mandats, les comités de vigilance, les démissions en blanc, les contrôles très stricts des présences dans les instances partisans...) constituent des moyens de contrôle de l'action des élus. Elles doivent permettre de conjurer la tentation notabiliaire, d'empêcher que la constitution d'un capital personnel (relationnel notamment) ne permette à l' élu de se soustraire à l'emprise du parti, de contraindre l' élu à donner un caractère systématiquement politique aux manifestations locales qu'il préside. Plus qu'ailleurs, sans doute en raison de la prégnance de l'esprit de parti et de la tradition organisationnelle guesdiste, cette conception socialiste de la délégation politique est prégnante dans la fédération du Nord.

Rituellement proclamée et réactivée, elle ne va nullement empêcher la constitution de véritables notabilités socialistes sur des bases avant tout municipales. Les tentatives de contrôle vont se heurter à l'épaisseur des institutions et des pratiques⁽³⁹⁾. Les socialistes vont très bien s'accommoder de la personnalisation mayorale à la française⁽⁴⁰⁾. Le cumul des mandats que les socialistes ne vont pas réglementer va renforcer le pouvoir des maires. C'est à la faveur de ce

cumul que les relations avec l'autorité préfectorale vont se pacifier et que les élus vont pouvoir disposer d'un accès aux ressources du système politico-administratif et jouer un rôle de courtier des intérêts communaux. Les associations d'élus, créées en partie pour contrôler et coordonner leur action, ne vont pas jouer leur rôle. L'activité de l'union des élus du Nord, créée après les élections de 1912, est épisodique⁽⁴¹⁾ et offre plus aux élus un soutien logistique qu'elle ne cherche véritablement à en contrôler l'action⁽⁴²⁾. Certains facteurs conjoncturels peuvent d'autre part expliquer le poids pris par les élus dans le parti. L'attitude 'héroïque' des maires pendant la Première Guerre mondiale va considérablement renforcer leur prestige⁽⁴³⁾. Les maires vont se révéler d'excellents reconstructeurs. C'est à l'action des élus socialistes que la reconstruction de la SFIO dans le Nord après le congrès de Tours va être imputée. Les "grands élus" comme Jean Lebas sillonnent le département pour donner des conférences⁽⁴⁴⁾.

Mais dans l'entre-deux-guerres la référence au parti demeure encore une dimension importante de la présentation de soi des élus. L' élu est représentant du parti avant d'être maire. Il n'en va pas de même après 1945. L'analyse de la situation politique faite en 1949 par le secrétaire de la fédération du Nord est éloquentte: "La situation n'est pas meilleure aujourd'hui que la SFIO compte 160 maires et 2000 élus socialistes qu'au temps où elle n'en avait que cinquante. Les élus étaient d'abord militants du parti avant d'être élus. Dans un grand nombre de localités où nous tenons des municipalités, les élus n'osent pas montrer qu'ils sont socialistes"⁽⁴⁵⁾. La discipline du parti est de moins en moins respectée. En 1947, sur 1076 élus municipaux recensés, 572 ne paient pas la cotisation due au parti. Très

souvent c'est l'élu qui fait la section et non l'inverse (ce qui ne favorise pas le contrôle) et cela même dans les villes socialistes réputées très militantes comme Lille ou Roubaix. Lorsqu'ils sont sérieusement mis en minorité, contredits ou mis en cause, les élus menacent systématiquement de démissionner. L'insertion de l'élu dans le système politico-administratif est de moins en moins maîtrisée par l'organisation partisane. Le dépouillement des archives de la section de Roubaix permet d'établir que le maire s'affranchit de plus en plus dans la conduite des affaires municipales de la section. Dans les années 60, le groupe socialiste n'est même plus réuni, comme il était précédemment de rigueur, avant les séances du conseil municipal⁽⁴⁶⁾. A Lille, la section est tenue de la même manière à l'écart des débats municipaux. En janvier 1956, un débat interne porte sur les relations entre municipalité et section (Limbourg, 1993, page 138). Plusieurs membres de la commission administrative (CA) déplorent que l'article 26 du règlement de la section ne soit pas appliqué. Ce dernier stipule que *"les élus municipaux appartenant au parti constituent un groupe unique"* et que *"le groupe municipal soumet, avant la séance publique du conseil municipal à la CA les questions pouvant avoir une incidence politique ou présentant une importance particulière"*. Pour Armand Coquart, adjoint, le contrôle du parti doit se borner à empêcher que le parti soit engagé dans une politique dans laquelle il n'aurait pas été consulté préalablement. Pour le maire, dans le même sens, seules 'les grosses questions' peuvent être soumises à la CA. Après avoir rappelé qu'il n'a pas été candidat au poste qui est le sien, il souligne le poids écrasant des charges qui lui incombent et demande qu'elles ne soient pas donc *"alourdies davantage par des exigences irréalisables"*. Dans les années 70, la politisation

nouvelle des questions municipales, mal acceptée par les notables Troisième Force, provoque le resserrement des liens entre section et municipalité⁽⁴⁷⁾. Mais la re-personnalisation à l'oeuvre du pouvoir municipal assurée notamment par le développement de la communication politique locale desserre l'étau partisan. Un processus de notabilisation s'opère à nouveau.

Au terme de ce trop bref parcours historique, où il s'agissait, on l'aura compris, plus de valider des questionnements que d'apporter des réponses définitives, on espère avoir montré ce que le socialisme du Nord doit à son ancrage municipal c'est à dire son institutionnalisation. Ce qu'est aujourd'hui le parti socialiste dans ce département doit beaucoup à cet héritage historique et à ce capital collectif historiquement accumulé. Ces questions ont été malheureusement peu étudiées jusqu'alors⁽⁴⁸⁾. Le primat accordé à l'étude de l'organisation, des congrès ou des discours (*"la nature du guesdisme"*...) a conduit à méconnaître les réalités sociales et locales sur lesquelles s'appuie le socialisme dans le Nord et à négliger une certaine forme de rapport populaire au politique. Adopter *"la focale municipale"*, nous semble-t-il, c'est se permettre d'appréhender ce qu'est profondément le socialisme dans le Nord, un socialisme de l'immédiateté et de la quotidienneté des besoins où le communautaire et les relations interpersonnelles priment l'idéologie et l'eschatologie. On l'a vu, le socialisme municipal paraît constitutif de l'identité de la fédération du Nord. Cette identité ne renvoie pas qu'à des données objectives, elle est aussi le résultat d'un travail politique. Les études historiques sur les fédérations du parti socialiste enregistrent souvent sans distance les

identités revendiquées par leur porte-parole (Sawicki, 1997)⁽⁴⁹⁾. Il faudrait dans cette perspective étudier comment ses leaders, jusqu'à nos jours, n'ont cessé de revendiquer, d'activer, de styliser, de travailler cette identité "septentrionale" dont le municipalisme est un des ressorts⁽⁵⁰⁾.

Notre étude s'appuie sur une thèse de sciences politiques en cours sur le socialisme municipal à Roubaix au XX^{ème} siècle et sur les études indiquées en bibliographie sur le municipalisme socialiste

- (1) Préface de Pierre Mauroy à la plaquette éditée lors du cinquantenaire du beffroi en 1982.
- (2) Voir *La Voix du Nord*, le 03.01.2000.
- (3) *Bulletin communal de Roubaix*, le 19.05.1912.
- (4) Les manifestations du premier mai convergent souvent vers la mairie pour donner pétitions, résolutions, revendications. Ces événements participent de la valorisation de l'institution municipale à la fin du 19^{ème} siècle. Voir Merriman, 1990.
- (5) Voir le récent et très précieux ouvrage de Pierre Pouchain (1998) sur les 'patrons du Nord'. S'engager en politique pour la bourgeoisie industrielle ce fut très longtemps 'déchoir'. L'entrée en politique de certaines figures comme Eugène Motte à Roubaix va par conséquent considérablement valoriser la fonction de maire.
- (6) Le mythe communaliste et organiciste d'une auto-organisation de la 'société civile' dans ces 'cellules de base' (les communes) irriguera longtemps la pensée socialiste. Il n'est ici qu'à évoquer la résurgence du thème de l'autogestion dans les années 1970.
- (7) Cet indicateur électoral est imparfait mais fournit un élément synthétique d'appréciation sur l'implantation municipale. On s'appuie ici sur les données très fragmentaires et parfois imprécises des rapports des congrès de la fédération du Nord et l'ouvrage de Gustave Delory, *Aperçu historique de la fédération du Nord*, Lille: Imprimerie ouvrière, 1921, et pour la période postérieure à 1945 sur Pottrain (1993).
- (8) Les leaders socialistes du Nord n'ont cessé dans la SFIO de défendre la liberté des fédérations de juger de l'opportunité ou de la nécessité des coalitions électorales au niveau local.
- (9) Voir l'analyse de Lafon (1993) sur 'le modèle belge' dont la fédération du Nord serait un représentant dans la SFIO.
- (10) Dunkerque, Douai, Tourcoing sont perdus en 1959, Saint-Amand en 1971. Au premier janvier 2000, on

dénombrait 1581 élus municipaux dans le Nord dont 101 maires.

- (11) Les socialistes ont veillé à garder la mairie pendant la guerre 39-45, cas unique en France. Voir Sadoun, 1982.
- (12) En juin 1957, le maire déplore "l'abstentionnisme très regrettable" des militants en Assemblée générale qui traduit "un désintéressement des membres de la section pour les affaires du parti" avant de former l'espoir que "nous retrouvons un jour l'intérêt des congrès administratifs d'antan" (comité exécutif de section du 26 juin 1957).
- (13) Le témoignage de Roger Vanovermeir militant et fils d'un adjoint de Jean Lebas, est très précieux sur cette période: "Ce qui a joué aussi sur le militantisme, c'est qu'on a confié beaucoup de tâches aux employés municipaux. La distribution des tracts en porte à porte n'était plus demandée aux militants de base. Le service municipal le faisait. Le collage d'affiches c'était pareil. L'ouvrier municipal arrivait un peu en retard le matin et puis c'était tout, ça passait inaperçu. La section était dirigée de la mairie. Le premier secrétaire était le maire. Il était assisté au début par un chef de service, Georges Pluquet qui sera adjoint par la suite. Pour vous dire vrai, il n'y avait pas de bureau du parti, tout se faisait à la mairie, tout était dirigé de là". Entretien réalisé le 8 octobre 1999.
- (14) Que la fanfare ouvrière, symbole de l'esprit communautaire socialiste, connaisse par exemple de gros problèmes illustre le phénomène. Son existence même est mise en cause par des difficultés de recrutement. Elle ne peut plus assurer le service du premier mai 1954. Le maire convoque une assemblée générale à ce sujet le 10 mars 1954. "On ne peut concevoir la section roubaissienne sans la fanfare" assure-t-il. En juillet 1956, elle a pratiquement arrêté toute activité. La section est condamnée à faire appel à des fanfares socialistes extérieures, belges notamment, comme celle de Menin en février 1967. Voir sur ce point Olivier (1992, page 210 et s).
- (15) Archives fédérales, C'est la mairie qui soutient le militantisme partisan et non l'inverse. La perte de la mairie en 1947 (au profit du Rassemblement du Peuple Français (RPF), elle est reconquise en 1955) provoque une hémorragie des effectifs. La section comptait 3356 militants en 1947, le chiffre tombe à 1627 en 1955.
- (16) Les mairies sont très convoitées par les partis politiques. Emplois, logements, aide sociale, subventions, dérogations administratives, prébendes diverses... la gamme est large des avantages qu'elles peuvent fournir. Le prolétariat des grands ensembles urbains a beaucoup bénéficié du clientélisme pratiqué par les partis de gauche (voir Padioleau, 1982, Briquet, Sawicki, 1998).
- (17) Il n'y a ici en première analyse que peu de différences entre Roubaix dans l'entre-deux-guerres et les villes communistes dont on a pu montrer qu'elles jouaient un rôle moteur dans les luttes sociales au niveau local (Brunet, 1980, Pronier, 1983, Fourcaut, 1986; Retière, 1994, Hastings, 1994).

- (18) Archives fédérales, Tract pour les élections municipales de 1935.
- (19) La ville de Lille acquiert un camp de vacances en 1926 où 2000 enfants sont accueillis. En 1932, la ville dispose de 6 camps de vacances.
- (20) Les délégués de la fédération nationale des municipalités socialistes se rendent à Lille et Roubaix pour un voyage d'études du 27 au 31 mai 1926. Le déplacement est présenté comme "un pieux pèlerinage dans le pays des ardentes luttes prolétariennes contre le capital-roi". Voir *Le Populaire*, le 05.03.1926.
- (21) La Troisième Force de l'après-guerre marque la convergence de ces deux systèmes concurrents d'assistance (Bleitrach, Lojkine, 1981) Un partage des rôles s'opère. Aux patrons qui renoncent au pouvoir local l'économie, aux socialistes la gestion sociale et politique contre l'apaisement des conflits (à Roubaix voir Cornuel, Duriez, 1983).
- (22) La spécificité des ouvriers textiles est de constituer une main d'oeuvre souvent pauvre et précaire, majoritairement féminine, dans un bassin d'emploi très cloisonné où les courants migratoires renforcent la dépendance ouvrière à l'égard de la fluctuation cycliques des marchés du coton et du lin. *"Alors que le patronat de la métallurgie tente très vite d'augmenter la productivité du travail par une politique de hauts salaires et de primes au rendement le patronat textile cherche avant tout à fixer sa main d'oeuvre par des avantages sociaux liés à la fidélité de l'entreprise"* (Bleitrach, Lojkine, 1981, p. 60). Voir aussi Simon, 1959 et 1964.
- (23) Archives fédérales, Tract socialiste, élections municipales de 1955.
- (24) L'étude quantitative sur les maires cordonnée par Maurice Agulhon (1985) a démontré que ce profil de cabaretier était très répandu chez les équipes municipales qui accèdent au pouvoir à la fin du 19ème siècle.
- (25) Notons que dans le panthéon 'des grands élus' socialistes locaux, Henri Carrette, premier maire socialiste de Roubaix, fait figure d'oublié.
- (26) On observe de nombreux échecs de ce type dans d'autres villes socialistes au même moment.
- (27) Socialistes, autour de Lebas, et 'Mottistes' se livrent à une lutte acharnée entre 1902 et 1912 (Quillien, 1967, De Baudus, 1991, Vermeulen, 1997). Cette intense mobilisation contribue à faire de la conquête de la mairie et du rôle de maire un enjeu central. C'est par les élections municipales que se politise la classe ouvrière locale. On a tendance à méconnaître l'échelon municipal dans le processus de politisation et de constitution d'un champ politique (relativement) autonome (Guionnet, 1997). C'est au niveau municipal que s'objectivent, se 'durcissent' les 'électorats ouvriers' collectifs construits en partie par les élus et dont ils s'érigent en légitimes délégués (Offerlé, 1988).
- (28) On lit sur un tract réalisé par la fédération du Nord pour les élections de 1935: *"Travailleurs de la ville et des champs, employés, artisans, petits commerçants, trop longtemps vous avez cru que les intérêts de votre commune ne pouvaient être administrés que par les gros industriels, les gros commerçants, les gros propriétaires ou les hommes présentés par eux. Vous vous trompiez parce que contrairement à ce que vous croyiez, vous êtes aujourd'hui capables de prendre la direction des affaires communales. Il suffit que vous regardiez dans votre région, dans le département du Nord le grand mouvement ouvrier socialiste qui s'est produit et qui a porté dans les hôtels de ville et les mairies même petites les représentants de votre parti, le parti socialiste. Une expérience déjà longue prouve que les élus socialistes administrent les communes toujours mieux et souvent plus honnêtement que les bourgeois qui les ont précédés"* (Archives fédérales, Lille).
- (29) *"Lebas était un personnage austère et méthodique qui ne riait jamais, ne buvait pas, toujours bien habillé. C'était un orateur clair et direct qui n'ergotait pas"* (entretien avec Jean Piat, le 12 février 1999). Son éloquence était "sèche et précise" (Lefranc, 1963, p. 208). La légende locale raconte qu'il vérifiait tous les matins sur le perron de la mairie la ponctualité des employés municipaux.
- (30) Cette gestion porte la marque de l'ethos ouvrier: *"on ne dépense que ce qu'on a"* (Hoggart, 1970).
- (31) Il faudrait montrer comment la fédération du Nord met systématiquement en avant les élus dans ses rassemblements, ses fêtes... *"L'étude de la genèse des hiérarchies partisans (institutionnalisation des postes, découpage de la "base") et de la symbolique de la majesté du "pouvoir" (places à la tribune, temps de parole, protocole partisan) constituent des champs largement inexplorés"* (Offerlé, 1987, p.70). Des bustes à l'effigie des grands leaders socialistes (Delory, Salengro...) sont de leur vivant fabriqués et vendus. Il faudrait aussi analyser comment dans le Nord une véritable histoire officielle accordant aux élus une place de premier plan va progressivement s'institutionnaliser. Les commémorations de l'anniversaire de Lebas ou de Salengro, figures du martyrologe socialiste, prennent une importance considérable après 1945. Augustin Laurent à Lille et Victor Provo à Roubaix fondent leur pouvoir sur la référence, légitimante, aux pères fondateurs, aux pionniers, aux figures tutélaires, à ceux qui ont fait le socialisme dans un environnement particulièrement hostile. Le socialisme des beffrois se fait alors lignager. Pierre Mauroy mobilise encore aujourd'hui cette tradition. Il faudrait analyser par exemple sa conférence à l'université populaire d'octobre 1995 intitulée *"Sur les traces des maires de Lille"*. La référence à Salengro s'impose de même lorsqu'il s'agit pour le PS de reprendre une circonscription historique *"qui lui revient"* (Lefebvre, 1998).
- (32) *"Parler de rôle ne signifie pas qu'un être humain et ses actions soient réductibles aux savoirs et aux savoir-faire que requiert sa position dans une institution mais simplement qu'un type de comportement est attendu de lui, qu'il en a intériorisé les exigences"* (Lagroye, 1997, p. 138, Lefebvre, 1997).

- (33) Cette définition ne fait pas l'objet d'une codification écrite ou explicite, elle n'est pas ou peu régie par le droit, mais n'en est pas moins contraignante (Berger, Luckmann, 1986).
- (34) Même si une désouvriérisation du personnel municipal socialiste est en marche, il n'est pas rare après 1945 que les maires socialistes soient d'*origine* ouvrière (Augustin Laurent a été mineur, Victor Provo trieur de laines...) (Olivier, 1992).
- (35) L'accomplissement du rôle est vécu et présenté comme une vocation. Ce registre vocationnel est très prégnant dans le Nord. Les élus socialistes présentent leur parcours comme tout entier voué à leur parti et à l'action politique.
- (36) B. Pudal (1989) a montré comment l'éthique militante ouvrière (dont se prévalent les élus du Nord) censurerait toute hypertrophie du moi dont "les bavards", "les phraseurs", "les ergoteurs" sont l'illustration.
- (37) Préface de Pierre Mauroy à J. PIAT, *Victor Provo, 1903-1983, Roubaix témoigne et accuse*, Dunkerque: Editions des beffrois, 1985.
- (38) *Nord-Eclair*, le 10.10.1983.
- (39) Les comptes-rendus de mandat fonctionnent ainsi comme des instances de soutien et de plébiscite des élus. La section, conçue comme un instrument de tutelle ou de contre-pouvoir, devient simple courroie de transmission et levier de mobilisation des élus. Le cumul des fonctions politiques et partisanes, très courant dans le Nord, renforce ce phénomène. L'unanimité de rigueur conduit à faire bloc autour de l' élu, gardien de la cohésion du groupe.
- (40) Une approche comparée avec le Parti communiste se révèle à ce titre particulièrement heuristique. Même si le parti communiste n'a pas toujours réussi à contrôler ses élus, une véritable entreprise de dépersonnalisation des mandats est mise en oeuvre dans ce parti au cours des années 20 (Pudal, 1989). A l'inverse, à la même période, suite au congrès de Tours, la SFIO va se reconstruire autour de ses bastions municipaux et va donc renforcer le pouvoir des notables socialistes (Judt, 1976). La composition du gouvernement de Front populaire de 1936 est très révélatrice de la place dans le parti des élus et notamment des maires de villes ouvrières (cautions d'un parti qui peine face au PCF à démontrer son ancrage ouvrier). Lebas, Salengro, Sellier, Tasso, Jardillier, Blancho sont maires et ministres.
- (41) En mars 1927, seules 19 municipalités avaient donné leur adhésion à la fédération des municipalités socialistes (Archives fédérales, Lille).
- (42) L'union rassemble selon ses statuts les élus législatifs, cantonaux et municipaux du département, sous le contrôle du parti, en vue d'assurer la coordination des efforts en vue de la réalisation du programme municipal, la constitution d'un centre de documentation, la liaison entre l'action municipale et les interventions parlementaires nécessaires à son développement.
- (43) Lebas et Delory comptent parmi 'les grands otages'.
- N'oublions pas que le Nord est occupé. Le maire va s'imposer comme principal interlocuteur des occupants, va gérer les problèmes de ravitaillement et de logement. On sous-estime le rôle de la Première Guerre mondiale dans l'affirmation de la fonction mayoral (à Douai voir Vandebussche, 1979, à Hazebrouck, voir Monflier, 1996). Si la Première Guerre mondiale a conduit à une radicalisation d'une partie du monde ouvrier, elle a aussi précipité l'intégration institutionnelle d'une partie des socialistes.
- (44) L' élu dans le Nord est un propagandiste, professionnel de la parole partisane autorisée. Sur cette figure voir Candar, Prochasson, 1992
- (45) Commission administrative fédérale, le 21 mars 1949.
- (46) Le maire, Victor Provo, apparaît comme un notable gestionnaire. Le socialisme qu'il revendique tient principalement à une fidélité au passé et à l'action de ses prédécesseurs. En mars 1982, à *Nord-Eclair*, il répond à ceux qui lui reprochent de s'être fait le défenseur d'un socialisme affadi: "les questions administratives prennent du temps. Aussi ne peut-on être absolument un animal politique lorsqu'on administre une ville. C'est une grande difficulté d'être à la fois gestionnaire et homme politique".
- (47) Dans les années 70, une forte politisation de la vie municipale s'opère dans le Nord et en France d'ailleurs. Cette reproblématisation de l'action municipale intervient dans des termes parfois assez proches de celle de la fin du 19^{ème} siècle (lieu d'expérimentation, laboratoire, préfiguration du socialisme...). La politisation au niveau municipal apparaît toujours comme un discours d'entrée en politique. La question municipale est réinvestie dans la mesure où elle sert de point d'appui à la promotion politique d'une nouvelle génération qui souhaite accéder aux responsabilités (Guidoni, 1973, Garraud, 1978, Lacorne, 1980, Hatzfeld, 1986, Dion, 1984 et 1986, Mableau, 1989).
- (48) La prégnance du socialisme municipal a certes été déjà présentée comme une caractéristique essentielle des fédérations socialistes du Nord, 'de tradition SFIO', sans pour autant que cette affirmation soit pleinement étayée (Rey, Subileau, 1991, page 142). Un colloque dont les actes ont été récemment publiés a été consacré au socialisme septentrional (Cent ans de socialisme septentrional, 1995). Si le socialisme municipal a fait l'objet d'une communication (Ménager, 1995), portant sur la période 1890-1939, on a pu constater la faiblesse des études sur le sujet. Antoine Prost constate dans ce recueil le faible nombre d'études historiques consacrées aux municipalités socialistes dans le Nord (page 403-404) pour conclure "qu'il y a là de belles monographies locales à écrire".
- (49) Le travail symbolique de labellisation, de typification des élus nordistes est complètement négligé dans les études qui ont tenté de cerner l'identité socialiste septentrionale, identité plus enregistrée et avalisée que déconstruite.
- (50) Récemment intronisé à la tête de la fédération du

Nord où il succède à Bernard Roman, Marc Dolez s'exprimait en ces termes dans sa première lettre adressée aux militants: "Comme Pierre Mauroy aime à la rappeler, notre fédération occupe une place particulière dans l'histoire du Socialisme français. Depuis près d'un siècle, notre histoire est faite d'épreuves et de grandes joies, de victoires et de défaites, d'espoirs et d'interrogations. Elle est marquée du double sceau de la tradition et de la rénovation, d'une farouche volonté d'agir sur le quotidien au travers des municipalités que nous gérons, de la recherche constante de l'Unité, de l'esprit de Fraternité et de convivialité. Etre socialiste dans le Nord, c'est aussi faire partie d'une même famille qui aime à se retrouver et à se rassembler". Courrier adressé aux militants, daté du 3 décembre 1997.

Bibliographie:

- M. AGULHON, dir., *Les maires en France du consulat à nos jours*, Paris: la Sorbonne, 1985.
- A. BERGOUNIOUX, B. MANIN, *Le long remords du pouvoir, le parti socialiste français 1905-1992*, Paris: Fayard, 1992.
- P. BERGER, T. LUCKMANN, *La construction sociale de la réalité*, Paris: Méridiens-Klincksieck, 1986.
- P. BIRNBAUM, dir., *Les élites socialistes au pouvoir*, Paris: PUF, 1985.
- D. BLEITRACH, J. LOJKINE, *Classe ouvrière et social-démocratie à Lille et Marseille*, Paris: Editions sociales, 1981.
- S. BONNET, *Sociologie politique et religieuse de la Lorraine*, Paris: Armand Colin, 1972.
- L. BOURGEOIS, L. DESBISSCHOP, *La notion de fief à travers l'exemple de Lomme et d'Arthur Notebart*, DEA, Etudes politiques, Lille II, 1989.
- J.J. BRIQUET, F. SAWICKI, dir., *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris: PUF, 1998.
- J.P. BRUNET, *Saint-Denis, la ville rouge*, Paris: Hachette, 1980.
- K. BURLIN, dir., *La banlieue Oasis*, Paris: Presses universitaires de Vincennes, 1983.
- G. CANDAR, C. PROCHASSON, Le socialisme à la conquête des terroirs. Dans: *Le Mouvement social*, 160, juillet-septembre 1992.
- H. CAULIER, V. MASHLEZ, *Wattrelos, bastion socialiste*, DEA, Etudes politiques, Lille II, 1994.
- *Cent ans de socialisme septentrional*, Collection 'Histoire et littérature régionales', Lille, 1995.
- D. CORNUEL, B. DURIEZ, *Le mirage urbain, histoire du logement à Roubaix*, Paris: Anthropos, 1983.
- A. DE BAUDUIS, *Eugène Motte, député-maire*, MM, Lille III, 1991.
- S. DION, Les politiques municipales de concertation: néo-corporatisme et démocratie. Dans: *Sociologie du travail*, (1984)2.
- S. DION, *La politisation des mairies*, Paris: Economica, 1986.
- M. DOBRY, *Sociologie des crises politiques*, Paris: PFNSP, 1986.
- P. DOGLIANI, *Un laboratoire de socialisme municipal: France, 1880-1920*, Paris VIII, Thèse doctorat nouveau régime, 1991.
- D. DULONG, Mourir en politique. Le discours politique des éloges funèbres. Dans: *RFSP*, 44(1994)4.
- D. DULONG, Le président de la République: configuration et position prééminente. Dans: A. GARRIGOU, B. LACROIX, dir., Norbert ELIAS, *La politique et l'histoire*, Paris: La Découverte, 1997.
- B. DUMONS, G. POLLET, De l'administration des villes au gouvernement des hommes de la ville sous la Troisième République. Dans: *Genèses*, 28(1997).
- B. DUMONS, G. POLLET, dir., *Elites et pouvoirs locaux. La France du Sud-Est sous la Troisième République*, Lyon: PUL, 1998.
- F. EWALD, *Histoire de l'Etat providence*, Paris: Grasset, 1996.
- A. FOURCAUT, *Bobigny, banlieue rouge*, Paris: PFNSP, 1986.
- B. GAÏTI, *De Gaulle, prophète de la Cinquième République*, Paris: Presses de Sciences PO, 1997.
- P. GARRAUD, Discours, pratiques et idéologie dans l'évolution du parti socialiste. Dans: *RFSP*, 28(1978)2.
- A. GARRIGOU, *Le vote et la vertu. Comment les français sont devenus électeurs*, Paris: Presses de la FNSP, 1992.
- D. GAXIE, Economie des partis et rétributions du militantisme. Dans: *RFSP*, 1(1977)27.
- J. GEORGE, *Histoire des maires de 1789 à 1939*, Paris: Plon, 1989.
- F. GOGUEL, *Géographie des élections françaises sous la Troisième et Quatrième république*, Paris: Armand Colin, 1970.
- P. GUIDONI, *Histoire du nouveau parti socialiste*, Paris: Tema, 1973.
- C. GUIONNET, *L'apprentissage de la politique moderne. Les élections municipales sous la Monarchie de Juillet*, Paris: L'Harmattan, 1997.
- P. GUIGNET, *Le pouvoir dans la ville au 18^{ème} siècle. Pratiques politiques, notabilité et éthique sociale de part et d'autre de la frontière belge*, Paris: Ed. de l'EHESS, 1990.
- M. HASTINGS, *Halluin la rouge*, Lille: PUL, 1994.
- H. HATZFELD, Municipalité socialiste et associations. Roubaix: le conflit de l'Alma-Gare. Dans: *RFSP*, juin 86.
- R. HOGGART, *La culture du pauvre*, Paris: Minuit, 1970.
- T. JUDT, *La reconstruction du parti socialiste (1921-1926)*, Paris: Presses de FNSP, 1976.
- D. LACORNE, *Les notables rouges. La construction municipale de l'union de la gauche*, Paris: Presses de la FNSP, 1980.

- F. LAFON, *Guy Mollet, secrétaire général du Parti socialiste SFIO. Recherche sur le principe du Mollettisme*, Thèse, EHESS, Paris, 1993.
- J. LAGROYE, *Sociologie politique*, Paris: Presses de la FNSP, 1993, 2ème Ed.
- R. LELEBVRE, Etre maire à Roubaix: la prise de rôle d'un héritier. Dans: *Politix*, 38(1997).
- R. LEFEBVRE, Le temps d'une campagne: une approche ethnographique. Dans: B. DOLEZ, A. LAURENT, D.M. WALLON-LEDUCQ, dir., *La revanche de la gauche*, Lille: Septentrion, 1998.
- G. LEFRANC, *Le mouvement socialiste sous la Troisième République (1875-1940)*, Paris: Payot, 1963.
- C. LIMBOURG, *Histoire de la section lilloise du parti socialiste SFIO de novembre 44 à mars 1971: les socialistes lillois et la politique*, MM, Lille III, 1993.
- J. LOJKINE, Le marxisme et les recherches urbaines. Dans: *Économie et humanisme*, (1980)252.
- J. LOJKINE, *La classe ouvrière et l'Etat: l'exception française des municipalités socialistes et communistes*, La Pensée, 1982.
- A. MABILEAU, C. SORBETS, dir., *Gouverner les villes moyennes*, Paris: Pédone, 1989.
- J.P. MARTIN, Origines et réalités du socialisme municipal. Dans: *Faire*, (1979)40.
- B. MÉNAGER, Le socialisme municipal dans le Nord. Des origines à 1939. Dans: *Cent ans de socialisme septentrional*, Collection 'Histoire et littérature régionales', Lille, 1995.
- J. MERRIMAN, *Limoges: ville rouge. Portrait d'une ville révolutionnaire*, Paris: Belin, 1990.
- E. MIQUET, *La gestion de la municipalité lilloise (1920-1939)*, MM, Lille III, 1968.
- J.P. MOLINARI, Les matrices de l'adhésion ouvrière au PCF. Dans: *Communisme*, 1987.
- J. MOREAU, *Les socialistes français et le mythe révolutionnaire*, Paris: Hachette, 1998.
- M. OFFERLÉ, *Les socialistes et Paris. Des communards aux conseillers municipaux*, Thèse Paris I, 1979, 2 tomes.
- M. OFFERLÉ, Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier en France avant 1914. Dans: *Annales ESC*, juillet-août 1984.
- M. OFFERLÉ, *Les partis politiques*, Paris: PUF, 1987.
- M. OFFERLÉ, Le nombre des voix. Electeurs, partis et électorat socialiste à la fin du XIXème siècle en France. Dans: *ARSS*, (1988)71-72.
- L. OLIVIER, *Un exemple de social-démocratie dans le socialisme français: La fédération du Nord de la S.F.I.O. de 1944 à 1958*, thèse de doctorat, Lille II, 1992.
- J.G. PADIOLEAU, *L'Etat au concret*, Paris: PUF, 1982.
- M. POLLEZ, *La SFIO à Roubaix dans les années 1930-1940*, Lille III, MM, 1976.
- M. POLLEZ, *La gestion d'Henri Carrette, maire de Roubaix (1892-1901), la naissance du socialisme municipal dans le Nord*, thèse de troisième cycle, Lille III, 1986.
- M. POTTRAIN, *Le Nord au coeur, historique de la fédération du Nord du parti socialiste, 1880-1993*, Nord demain, 1993.
- P. POUCHAIN, *Les maîtres du Nord*, Paris: Perrin, 1998.
- R. PRONIER, *Les municipalités communistes*, Paris: Balland, 1983.
- G. PROSCHE, La dérive réformiste du socialisme municipal ou réformiste. Dans: *Cahiers de l'OURS*, 201, septembre-octobre 1991.
- B. PUDAL, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris: Presses de la FNSP, 1988.
- N. QUILLIEN, *La SFIO à Roubaix et Tourcoing, 1905-1914*, DES, Lille III 1967.
- J.N. RETIÈRE, *Identités ouvrières*, Paris: L'Harmattan, 1994.
- H. REY, F. SUBILEAU, *Les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, Paris: FNSP, 1991.
- B. ROMAN, J.C. SABBRE, *Roger Salengro*, Lille III, MM, 1977.
- P. ROSANVALLON, *Le peuple introuvable, histoire de la représentation démocratique en France*, Paris: Gallimard, 1998.
- M. SADOUN, *Les socialistes sous l'occupation. Résistance et collaboration*, Paris: FNSP, 1982.
- M. SADOUN, Sociologie des militants et sociologie du parti. le cas de la SFIO sous Guy Mollet. Dans: *RFSP*, Juin 1988.
- F. SAWICKI, *Les réseaux du parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris: Belin, 1997.
- B. SIMMLER, *Un socialiste, Gustave Delory, 1857-1925*, Lille III, MM, 1972.
- M. SIMON, Les racines sociales de la social-démocratie dans le département du Nord. Dans: *La Nouvelle critique*, (1959)111.
- M. SIMON, *Attitudes politiques ouvrières dans le département du Nord*. Dans: *Cahiers internationaux de sociologie*, vol 36, 1964.
- F. SPICHT, *La notion de fief. Albert Denvers*, DEA, Etudes politiques, Lille II, 1993.
- R. VANDENBUSSCHE, Le pouvoir municipal à Douai sous l'occupation 1914-1918. Dans: *Revue du Nord*, avril-juin 1979, 241.
- R. VANDENBUSSCHE, La fonction municipale sous la troisième République. L'exemple du département du Nord. Dans: *Revue du Nord*, 1994.
- S. VÉNMEULEN, *La vie politique à Roubaix de 1900 à 1914*, MM, Lille III, 1997.
- C. WILLARD, *Le mouvement socialiste en France: les Guesdistes*, Paris: Editions sociales, 1965.